

**Au sommaire de ce numéro**

|  |            |
|--|------------|
| <b>Le service public est-il ringard ? , par Michel Berger .....</b>  | <b>2</b>   |
| <b>Katrina, sécheresse, inondations... Que faisons –nous ? .....</b> | <b>3</b>   |
| <b>Revue de presse.....</b>  | <b>4-6</b> |
| <b>Agenda.....</b>   | <b>6</b>   |

**Editorial**

Ce nouveau numéro d'ANGLE d'ATTAC 92 inaugure une **nouvelle série** que nous tenterons de faire paraître avec plus de régularité que les années précédentes. Cette parution nous semble indispensable pour apporter des informations à tous les adhérents qui ne possèdent pas Internet, et dont certains se plaignent d'être un peu délaissés. À la demande de plusieurs animateurs, nous avons décidé de donner à cette parution régulière une diffusion plus large, à l'usage de nos très nombreux sympathisants qui ne sont pas encore membres de notre association, voire d'une population qui nous connaît encore mal.

Il est en effet important de **donner à ATTAC 92 un nouvel élan**. L'année dernière a été en très grande partie consacrée à la campagne sur le référendum. Pour que cette victoire soit réelle et pas seulement une victoire à la Pyrrhus, il faut savoir l'exploiter sans attendre.

S'il est compréhensible qu'une certaine lassitude se ressente chez tous ceux qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes à la campagne, il faut désormais oublier tous les débats qui auraient pu nous diviser, et que tous participent désormais à l'aboutissement de nos objectifs communs. Même s'il était légitime de s'interroger sur la meilleure manière de construire une Europe sociale, cette question est désormais sans objet.

**L'Europe est en crise.** Crise qui se manifeste par un décalage de plus en plus net entre l'action des gouvernants et la volonté des peuples. Le libéralisme imprègne les instances au pouvoir, ceci dans tous les pays, et en particulier dans les nouveaux Etats désormais intégrés à l'Europe. À l'inverse, les peuples supportent de plus en plus mal les souffrances et les injustices qu'il engendre. Cette distorsion apparaît bien dans les récentes élections Allemandes. La poussée des forces conservatrices, qui semblait massive à tous les observateurs avant les élections, a été en fait très largement contenue. Nul doute que le refus du libéralisme exprimé lors du référendum par les peuples Français et Néerlandais n'ait eu une influence sensible sur les opinions publiques. Ceci doit nous conforter dans notre souci de s'appuyer au maximum sur ces dernières pour **susciter un vaste mouvement vers une nouvelle organisation du monde**.

Reste à en définir les contours. ATTAC 92 a voulu se lancer dans cette aventure. Nous avons ouvert **quatre grands chantiers** qui commencent à porter leurs fruits :

- Une réflexion globale sur ce que pourrait être ce **nouveau monde**
- Une réflexion sur les **questions énergétiques**, et sur les grandes questions **écologiques** qui bouleverseront le monde dans les décennies à venir
- Une réflexion sur la **démocratie** et les formes d'exercice d'un pouvoir mieux contrôlé par les citoyens.
- Une réflexion sur les moyens de relancer une **Europe Sociale**. En particulier en se rapprochant des membres d'ATTAC d'autres pays Européens.

Ces quatre chantiers sont animés par des équipes que l'on a voulues relativement restreintes pour être efficaces, mais dont une grande partie de la mission consistera à diffuser régulièrement le fruit de leurs travaux auprès de l'ensemble de nos adhérents.

Toutes ces questions seront débattues lors de notre prochaine **Assemblée Générale du 26 Novembre**. J'en profite pour insister sur l'importance d'y participer. La démocratie telle que nous l'entendons exige que chacun s'implique dans la mesure de ses moyens. N'oublions pas que le Conseil d'Administration est ouvert à tous les adhérents (à jour de leurs cotisations...) et qu'un renouvellement de ce dernier est absolument nécessaire pour éviter de sombrer dans la routine, voire dans des divisions internes ou des compétitions de pouvoir.

À cet égard, ATTAC 92 a déjà réagi avec vigueur, et continuera à le faire, contre tous les risques d'affaiblissement du mouvement ATTAC entraînés par des conflits de personnes. Nos objectifs sont totalement incompatibles avec de telles attitudes, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour les éliminer.

## LE SERVICE PUBLIC EST-IL RINGARD ?

**L'impuissance des services publics Américains lors du récent cyclone de la Nouvelle-Orléans doit nous alerter sur une situation que nous pourrions fort bien connaître un jour en France.**

**Reportons-nous cinq ans en arrière** au moment de la grande tempête qui a dévasté en quelques jours une grande partie du pays, et notamment son infrastructure électrique. Les services techniques d'EDF se sont alors mobilisés jour et nuit pour remettre en route le réseau, avec une efficacité et un dévouement soulignés par tous les observateurs.

**Imaginons la situation si EDF avait à cette époque été privatisée.** Le territoire français aurait été partagé entre quelques grands groupes spécialisés dans la gestion des réseaux publics. L'interconnexion aurait été en partie abandonnée, en raison de son coût, malgré la sécurité qu'il procure en cas de coupure d'un câble. Les équipes de secours, onéreuses à entretenir en temps normal, auraient été réduites, et seraient donc devenues incapables de faire face à l'ampleur des dégâts.

On aurait vu les groupes privés, démunis devant l'ampleur de la tâche, tendre la main vers l'Etat, invoquer le cas de force majeure, implorer la solidarité nationale, réclamer l'assistance de l'armée. Les négociations auraient fatalement duré, et pendant ce temps, les usagers auraient été contraints de prendre leur sort en main, bricolant des installations de fortune, provoquant de-ci de-là quelques catastrophes, incendies, électrocutions... En faisant, au passage, quelques victimes parmi les militaires, peu entraînés à ce type d'interventions. Ces victimes auraient bien sûr été décorées, certaines à titre posthume, par un ministre de l'intérieur éploré, évoquant la grandeur de l'armée et l'abnégation des serviteurs de l'Etat.

Certaines des sociétés adjudicataires, devant le coût des réparations, auraient augmenté massivement leurs tarifs, malgré les règles de contrôle des prix instaurées par le gouvernement. Celui-ci, victime du chantage à l'urgence, aurait été incapable de les faire respecter. D'autres auraient fait faillite, obligeant l'Etat à les reprendre aux prix d'investissements coûteux.

La durée de remise en route du réseau aurait immobilisé pendant des semaines nombre d'entreprises, entraînant leur personnel dans la spirale du chômage.

**Scénario catastrophe, dira-t-on, mais pas très éloigné de ce qui s'est passé, à beaucoup plus grande échelle, en Louisiane.**

Alors **cessons d'accepter ce stupide démantèlement des Services Publics.** Cessons de croire à cette gabegie légendaire dont on les taxe. Certes les fonctionnaires ne sont pas tous parfaits, et la sécurité de l'emploi (relative d'ailleurs) dont ils bénéficient peut inciter quelques-uns d'entre eux à s'endormir dans une douce routine. Mais les entreprises privées ont bien d'autres sources d'inefficacité : le stress permanent entretenu chez les salariés par la crainte de perdre leur emploi, la compétition qui règne au sein de toutes les hiérarchies, le système concurrentiel, source de frais improductifs pour la société.

En veut-on un exemple ? La Sécurité Sociale, qu'il est d'usage de stigmatiser, fonctionne avec des frais de gestion qui ne dépassent pas 5% de son budget. Somme considérable bien sûr en valeur absolue, mais trois fois plus faible que le coût de fonctionnement des compagnies d'assurance privées américaines : 15% de leur budget. Ces dernières sont cependant moins efficaces et inaccessibles aux plus démunies. Elles coûtent cher en frais commerciaux et publicitaires, et doivent financer, en pure perte pour la collectivité, des contentieux fréquents avec leur clientèle ou avec les hôpitaux.

Si l'on peut admettre que l'émulation qui règne dans le secteur privé est parfois utile, la fonction publique a d'autres atouts. L'administration française était porteuse d'un état d'esprit qui n'a guère de valeur en économie, mais que l'on appelait le « **sens du service public** ». Il est loin d'avoir disparu, même si beaucoup hésitent à l'afficher, tant il paraît ridicule dans un monde de comptables.

Alors cessons d'accepter, sous couvert d'une prétendue « modernisation », des privatisations scandaleuses qui n'ont pour objet que de détourner les richesses des plus pauvres vers les plus riches.

Non, les services publics ne sont pas ringards !

Michel Berger

## Katrina, sécheresse, inondations... Que faisons-nous ?

Un cyclone dévastateur en Louisiane, venant après bien d'autres cyclones, de plus en plus fréquents, de plus en plus puissants. 200 000 hectares de forêts ravagés au Portugal, qui a connu la pire sécheresse depuis 1945, et plus de 100 000 en Espagne. Une pénurie d'eau dans une moitié des départements français. Des inondations répétées dans le sud de la France, ainsi qu'en Allemagne.

Par ailleurs, de nouveaux records de prix du pétrole.

Combien faudra-t-il de nouvelles catastrophes pour convaincre que le **réchauffement climatique** est une réalité ? Jusqu'à quel niveau le prix du pétrole devra-t-il monter pour faire prendre conscience de **l'épuisement inéluctable des ressources fossiles** ?

L'humanité est en danger, mais préfère ne pas le savoir, et s'en remettre à d'improbables découvertes scientifiques et techniques à venir.

Le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources fossiles résultent de l'activité humaine, qui a connu une formidable accélération au cours du siècle dernier.

Le logiciel qui régit notre monde, le **libéralisme économique débridé**, qui pousse à consommer toujours plus, et qui repose sur l'appât du gain individuel et la concurrence de tous contre tous, n'est plus adapté à notre époque (si tant est qu'il l'ait été : on lui doit d'extraordinaires progrès, certes, mais au prix exorbitant des changements climatiques qui se profilent, et de la destruction définitive, en un siècle, de ressources accumulées pendant des millions d'années, et dont nos successeurs ne pourront donc bénéficier).

L'heure devrait être à la solidarité, à l'anticipation, à l'imagination.

**Anticiper.** *Le Monde* s'est livré cet été à l'exercice, proposant six regards sur 2030. Ces regards « projettent dans un futur proche les tendances et programmes déjà lancés en 2005. » Mais se limitent à fantasmer (rêve ou cauchemar ?) sur ce que permettra la technique : des robots travailleront parmi les hommes dans les lieux publics et les maisons ; le réseau internet, invisible mais omniprésent, aura envahi tous les compartiments de la vie publique et privée des habitants des pays riches ; des hommes marcheront sur Mars (la belle affaire !) ; des bébés parfaits pourront voir le jour grâce à la manipulation de leurs gènes au stade de l'embryon ; des usines fonctionneront à l'échelle du nanomètre, c'est à dire du milliardième de mètre. Ce n'est pourtant pas parce que ces innovations seront techniquement possibles (ce qui est en effet probable) qu'elles se réaliseront ou se généraliseront.

Un seul article prend en compte les « tendances lourdes » que sont la fin du pétrole et le réchauffement du climat, et c'est pour annoncer que « les premières voitures à hydrogène commenceront à rouler ». En signalant cependant que « la production d'hydrogène exige elle-même beaucoup d'énergie électrique », qu'« un passage intégral du transport routier à l'hydrogène imposerait d'augmenter de 50 % la capacité du parc nucléaire européen », et donc d'« augmenter la quantité de déchets nucléaires ». L'article ne mentionne pas que les ressources d'uranium sont elles-mêmes limitées. Mais il précise que « le salut viendra peut être de la fusion nucléaire sur lequel les scientifiques travaillent à Cadarache, avec le réacteur ITER » (on peut toujours rêver !).

En réalité, **nous allons être contraints de réduire très fortement notre consommation d'énergie**. Les énergies renouvelables (énergie éolienne, énergie solaire, biomasse, biocarburants, ...) ne suffiront pas à remplacer le pétrole qui nous fera défaut.

Heureusement, **la population mondiale devrait se stabiliser autour de 9 milliards d'individus en 2050**, loin des 15 milliards annoncés il y a 50 ans. Voici une autre tendance lourde à prendre en compte dans les scénarios d'anticipation. Et **la population va vieillir**, ce qui, contrairement à ce qu'on entend partout, n'est pas forcément une mauvaise nouvelle : il peut en résulter moins de gaspillage (un certain détachement devant les objets matériels), et plus de **solidarité**.

Réduire notre consommation d'énergie, et de biens matériels. Comment allons-nous faire ? Il nous faut dès à présent faire preuve d'**imagination**. Que faisons-nous, **chacun d'entre nous**, pour économiser l'énergie et les matières premières non renouvelables ? Comment nous organisons-nous pour exercer une pression sur **nos élus** (au niveau de notre commune, de notre département, de notre région, de notre France, de notre Europe), pour qu'ils nous aident à économiser l'énergie, et pour que les services qu'ils mettent à notre disposition consomment moins d'énergie ?

Jean-Paul Allétru

## Revue de presse par Jean-Paul Allétru

### Bonnes nouvelles

Enfin, le gouvernement, par la bouche du premier ministre, tient un **discours de vérité sur le pétrole**, en déclarant que le pétrole cher est un fait durable, et en invitant chacun à « diminuer sa consommation ». A juste titre, il justifie le maintien des taxes (les baisser serait donner un signal erroné au consommateur), tout en mettant en place des mesures particulières pour les catégories les plus pénalisées.

*Mais pourquoi a-t-il renoncé à limiter la vitesse à 115 km/h sur les autoroutes (ce qui permettrait de réduire le nombre de morts ; de réduire notre facture pétrolière et donc le déficit du commerce extérieur de la France ; de réduire l'émission de gaz à effet de serre ; et pour les automobilistes d'alléger leur facture de carburants) ? Qu'il ait cédé aux critiques des hommes politiques, de droite comme de gauche, n'est pas une excuse. (Le Monde, 13 septembre).*

*Et pourtant, 48 % des Français sont d'accord pour une limitation de vitesse sur l'autoroute à 120 km/h, selon une enquête de l'Ademe citée par Silence de septembre, qui ajoute : 59 % des Français sont pour l'arrêt de construction de toute autoroute et pour l'affectation des crédits dégagés au rail ; 43 % des Français souhaitent que le kérosène soit taxé comme l'essence ou le diesel.*

Les pays de la zone euro se sont engagés à ne pas baisser l'impôt sur les carburants (Le Monde, 11-12 septembre).

La France a fait adopter par l'Assemblée générale des Nations unies une déclaration commune où figurent le principe de nouvelles sources de financement innovantes et la volonté de « certains pays de mettre en place une **contribution sur les billets d'avion**, pour **financer la lutte contre la pauvreté et les grandes pandémies** ». La France sera la première, avec le Chili, à instituer dès 2006, un premier prélèvement international de solidarité sur les billets d'avion. Les voyageurs empruntant l'avion depuis un aéroport français paieront une taxe supplémentaire d'environ 5 € en classe économique et 25 € en classe affaires et en première. (Le Monde, 16 septembre).

### Justice et Mémoire

**Colonisation** : Henri Alleg, interviewé dans *Politis* (8 septembre), rappelle par exemple que la loi coloniale interdisait aux Algériens d'adhérer à un parti politique, que le code de l'indigénat permettait pratiquement d'envoyer quelqu'un en prison sans aucun motif. « La seule chose que je voudrais, c'est qu'on n'attende pas 150 ans, comme dans le cas de l'esclavage : on n'a pas condamné les esclavagistes pour leurs crimes, mais l'esclavage en tant que tel. Je souhaite donc qu'on condamne la colonisation, en tant que système, comme un **crime contre l'humanité**. Or, au contraire, on assiste à des choses incroyables, comme cette loi qui se félicite de la colonisation en Algérie et, pire, qui demande qu'on enseigne ce mensonge dans les écoles. »

Bilan civilisateur de la civilisation ? « Dans les années 1930, il y avait en tout et pour tout **419 médecins en Indochine** pour une population de 20 millions d'habitants, contre 28 000 médecins en métropole pour une population deux fois plus nombreuse. Quant à l'**Algérie, 15 % seulement des jeunes « français musulmans » étaient scolarisés en 1955**. La réalité est donc très éloignée des discours aujourd'hui tenus par certains. » (Olivier Le Cour Grandmaison, de l'université d'Evry-Val-d'Essonne, dans *Alternatives économiques*, juillet-août).

**Hiroshima, Nagasaki** : « La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie », a écrit Albert Camus, au lendemain des explosions nucléaires d'août 1945, que la presse unanime avait saluées comme un exploit. 80 000 et 70 000 habitants tués sur le coup, le décompte total des victimes s'élevant les mois suivants, avec le décès des blessés et des irradiés, à 280 000 morts. Il s'agissait plus, pour l'état-major états-unien, de prendre de vitesse l'URSS, que d'abattre un Japon déjà exsangue... (Politis, 28 juillet).

### La fin du pétrole

**Nouveaux records** : le 30 août, le pétrole a dépassé la barre des 70 \$ le baril ; depuis, il est redescendu aux environs de 60 \$.

**Nucléaire** : Malgré ses 58 réacteurs nucléaires, l'énergie nucléaire ne représente que 17 % de l'énergie consommée en France. Et sur la planète, avec 440 réacteurs, le nucléaire représente à peine 6% de l'énergie consommée. Généraliser le « modèle » français à l'échelle mondiale (comme certains le préconisent, pour selon eux réduire la production de gaz à effet de serre) impliquerait la construction d'environ 7 000 réacteurs nucléaires en 20 ans. Or les réserves planétaires d'uranium sont en voie d'épuisement : selon les estimations, il en reste pour 50 à 200 ans au rythme actuel de l'extraction. Si l'on multipliait subitement par 10 le nombre de réacteurs nucléaires sur terre, il resterait au mieux 20 ans d'uranium. (Stéphane Lhomme, *Le Monde*, 30 août).

**Et la fusion ?** Iter, la machine de démonstration dont la France vient d'obtenir, pour le compte de l'Europe (cocorico !), l'implantation à Cadarache, qui vise à domestiquer « l'énergie des étoiles » (par fusion de noyaux légers), Iter, si tout va bien, permettra de produire, vers 2020 ou 2030, en consommant quelques milliers de mégawatt électriques (MW)... 400 MW sous forme de chaleur (pas encore d'électricité) pendant 400 s. Après ? On verra bien ! Il sera toujours temps de rechercher des matériaux qui résistent plus que quelques mois au bombardement neutronique... Il n'en coûtera que 900 millions d'euros à la France en cinq ou dix ans, soit trente ans du budget des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie. (Benjamin Dessus, *Politis*, 7 juillet).

**Pétrole et guerre, l'engrenage**. Récapitulons : la CIA reverse Mossadegh, dirigeant iranien jugé dangereux pour les **intérêts pétroliers** américains, et le remplace par un shah pro-occidental ; les ayatollahs renversent ce shah d'Iran ; les américains soutiennent donc le tyran d'Irak Saddam Hussein, parce qu'il s'est lancé dans un sanglant conflit avec l'Iran ; Saddam, se trouvant mal payé des efforts consentis dans ce combat, envahit le Koweït, petit mais riche pays pétrolier ; Bush père envahit l'Irak, laissant dans la région, en Arabie Saoudite, des forces militaires ; la présence de ces forces militaires près des lieux sacrés de l'islam lancent Ben Laden sur le sentier de la guerre contre l'Amérique ; en représailles contre l'attaque des tours, Bush fils envahit l'Afghanistan (sans mettre la main sur Ben Laden...), puis, sur le prétexte de la menace d'armes de destruction massive en Irak (qui se révélèrent inexistantes), envahit de nouveau (mais cette fois intégralement) l'Irak.

Le terrorisme est aujourd'hui plus dangereux que lorsque le président Bush lui a déclaré la guerre, mais l'essentiel pour Bush fils et les néoconservateurs n'est-il pas d'accroître le contrôle stratégique et économique du Moyen-Orient ? (d'après Jan Krauze, *Le Monde*, 2, 17 septembre).

## Monde

**Développement :** les objectifs du millénaire pour le développement, adoptés en 2000, ne seront vraisemblablement pas tenus, c'est ce qu'annonce la rapport 2005 du Pnud (programme des Nations unies pour le développement). L'attitude des pays riches, qui piétinent leurs engagements - à l'OMC notamment- est dénoncée comme le problème principal : taxation abusive des pays pauvres, protectionnisme, faible rendement des aides, conditionnalités politiques excessives, ... (*Politis, 8 septembre*)

« Il n'est pas normal qu'un cultivateur de coton au Cameroun gagne 400 \$ par an tandis que son homologue aux Etats-Unis reçoit 160 000 \$ de subventions. Il est inacceptable qu'au Ghana le surplus de riz provenant des pays développés soit vendu à des prix artificiellement bas, laissant les négociants locaux dans l'incapacité de soutenir la concurrence ». (*Abdou Diouf et Donald C. McKinnon, Le Monde, 7 juillet*).

**Afrique :** Attirer les investissements étrangers en Afrique en privatisant et en limitant le rôle des Etats permet-il d'assurer le développement ? Assurément non, répond la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), dans un rapport publié le 13 septembre.

L'Afrique ne reçoit que **2 à 3 % des flux mondiaux de capitaux** contre 28 % en 1976 et sa part dans le commerce international dépasse à peine 2 %, contre 6 % en 1980.

Multiplication d'enclaves dévolues à l'exportation de ressources minières confiées à des sociétés transnationales sans lien avec l'économie locale, découplage entre les intérêts des investisseurs étrangers et ceux des pays d'accueil, généreuses incitations fiscales compromettant les recettes des Etats, recherche du profit immédiat au détriment de l'extension des capacités de production, poids de l'histoire coloniale qui limite l'éventail des partenaires... Tous ces processus transforment les flux de capitaux prétendument salvateurs en véritable danger. Par exemple, au Ghana, où les exportations d'or ont triplé en 15 ans, l'Etat n'a perçu que 5 % de la valeur totale de cette manne.

**On a poussé les Etats à ouvrir leurs frontières avant que leur économie ne soit compétitive.**

Le rapport appelle à la mise en place de politiques d'Etat aptes à « mobiliser les ressources intérieures » par la relance des investissements publics et la formation d'une fonction publique « indépendante et compétente ». (*Le Monde, 16 septembre*).

**Bangladesh :** La **crevette** est au Bangladesh ce que la perche du Nil est à la Tanzanie, un « cauchemar de Darwin ». 5<sup>ème</sup> producteur mondial, le Bangladesh a converti 190 000 hectares de mangroves et de terres fertiles en bassins d'aquaculture, qui produisent annuellement 30 000 tonnes de crustacés. La quasi totalité de cette production est exportée vers les pays du Nord : 80 % des 143 millions de Bangladais vivant avec moins de 2 € par jour, ils ne peuvent guère s'offrir des crevettes à 10 € le kilo. Les exportations à haute valeur ajoutée ne bénéficient qu'à une minorité.

Un élevage de crevettes multiplie jusqu'à 5 fois la salinité des sols. Les bassins sont parfois mal endigués à dessein afin de stériliser les terres alentour, d'en chasser les paysans et d'étendre l'aquaculture. « Pour gagner notre vie, nous devons envoyer nos enfants puiser des larves de crevettes, qu'ils revendent aux élevages », soupire un paysan. La biodiversité s'effondre, les prises ont diminué de 80 % selon les pêcheurs de la région. Au delà du **désastre social et écologique**, les élevages sèment la mort : plus de 150 Bangladais ont été assassinés depuis 1980 pour s'être opposés aux aquaculteurs.

Ces élevages sont pourtant encouragés par la Banque mondiale, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque Asiatique de développement.

Mais les crevettes ne représentent que 6% des exportations. Le **prêt-à-porter** en représente 75%. Les conditions de travail des 2 millions d'ouvriers du textile rappellent les romans de Charles Dickens. Les jeunes filles, qui représentent 85 % de ces salariés, travaillent 12 heures par jour, parfois plus, souvent 7 jours sur sept, pour 13 à 30 € par mois. La liberté syndicale demeure toute théorique, les « subversives » sont licenciées. Plus de 300 travailleuses sont mortes dans des incendies depuis 1990.

Indirectement les donneurs d'ordre occidentaux (Gap, H&M, Lee, Wrangler, Cherokee, Burton, ...) sont responsables du niveau de vie des ouvriers bangladais. (*Article à lire dans son intégralité dans Le Monde Diplomatique, août 2005*).

**Textiles chinois :** Après l'élimination le 1<sup>er</sup> janvier 2005 des quotas encadrant les échanges textiles internationaux, l'Union européenne et la Chine ont signé le 10 juin un accord limitant l'importation de textiles chinois jusqu'en 2007 (*voir n° 22*). Pendant les quelques semaines avant son entrée en vigueur le 12 juillet, les importateurs ont obtenu des licences d'importation. Résultat : les quotas prévus pour 2005 ont été largement dépassés, et Bruxelles a donc décidé de bloquer en douane 80 millions de pull-overs, pantalons, tee-shirts et sous-vêtements produits en Chine. L'Europe et la Chine sont parvenus le 5 septembre à un accord sur ce dossier, alors que Tony Blair entamait une visite en Chine. (*Le Monde, 6 septembre*).

**Etats-Unis :** Ouragan **Katrina** : La ville de la Nouvelle-Orléans complètement détruite. Une région sinistrée grande comme la moitié de la France. Un désastre écologique : des plates-formes pétrolières ravagées qui dégoulinent de pétrole et de polluants dans la mer...

Combien de morts ? plusieurs semaines après, on ne sait toujours pas, les bilans provisoires font état de 800 morts. Près de 300 000 personnes, sans abri, ont trouvé refuge dans seize Etats, installés dans des conditions épouvantables. *Comment ne pas faire le lien avec le réchauffement climatique, quand on sait que la fréquence des cyclones et leur intensité sont directement liées à la température de la mer dans les régions tropicales ?*

Le premier réflexe de George Bush (qui, faut-il le rappeler, a refusé de signer l'accord, pourtant timide, de Kyoto, pour limiter l'émission de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique) aura été d'envoyer la troupe, non pour porter secours, mais pour traquer les pillards, remarque *Politis (8 septembre)*.

## Union Européenne

**Services publics :** la Commission européenne a adopté le 13 juillet de nouvelles règles qui faciliteront le financement des services publics. Les aides aux services publics inférieures à 30 millions d'euros par an n'auront plus à être notifiées aux services européens de la concurrence, à condition que leurs bénéficiaires réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur à 100 millions d'euros. Les aides aux hôpitaux et au logement social bénéficieront de cette exemption quel que soit le montant. *Un petit pas vers la reconnaissance du service public. Première victoire du « non » ? (Politis, 21 juillet)*

**Allemagne :** Situation très incertaine après les élections : le SPD de Gerhard Schröder sanctionné pour sa politique trop libérale voit son score passer de 38,5 % (aux précédentes élections) à 34,2 % ; après une campagne ultralibérale, la CDU d'Angela Merkel n'obtient pas la victoire annoncée, et passe de 38,5 % à 35,2% ; le **nouveau Parti de gauche** (Linkspartei), alliance des déçus du SPD emmenés par Oskar Lafontaine et des anciens communistes du PDS bien implantés à l'est, **fait une percée**, passant de 4,0 % (score précédent du PDS) à 8,7 % ; les Verts se maintiennent (passant de 8,6% à 8,1 %) ; le petit parti libéral (entendez ultra-libéral) FDP passe de 7,4 % à 9,8 %. La gauche est majoritaire, mais quelle coalition obtiendra de gouverner ?

« Ce blocage s'explique par le score de la gauche radicale opposée aux réformes, avec laquelle aucun parti ne veut gouverner », commente *Le Monde* (20 septembre).

*Au passage, avez-vous remarqué comment ce mot de réforme est confisqué, et donc détourné de son sens, par la grande majorité des médias (presse, radio et télévisions confondues, et Le Monde est champion dans ce domaine) ? Il s'agit toujours d'augmenter la précarité, de vider de son sens le droit du travail, de favoriser fiscalement les plus riches... On fait comme s'il ne pouvait y avoir de réforme qu'allant dans le sens de l'ultralibéralisme, on précise souvent alors « réformes courageuses ».*

*Taxer les hauts revenus, de façon qu'aucun ne dépasse celui d'un ministre de la République, cela ne serait-il pas réellement une « réforme courageuse » ? Ou renforcer le droit du travail ? Ou passer à la semaine de 32 heures ?*

*Tant que les salaires et le droit du travail ne seront pas alignés sur ceux de la Chine ou de l'Inde, il se trouvera toujours des patrons (et des hommes politiques) pour trouver que les « réformes » ne vont pas assez loin.*

*Et, en France comme en Allemagne, ce qui sépare du gouvernement une partie de l'opposition n'est pas le sens des réformes (ils sont en fait d'accord pour aller vers plus de libéralisme économique), mais seulement leur rythme.*

## France

**Précarisation accrue :** le contrat baptisé « nouvelles embauches », que le gouvernement a institué par ordonnance, permettra aux entreprises de moins de vingt salariés de licencier un salarié, sans justification, dans les deux ans qui suivront son recrutement. D'autres mesures antisociales sont également adoptées, comme le relèvement des seuils pour les prélèvements obligatoires ou pour les obligations prévues par le code du travail. (*Le Monde*, 2 août).

**Gribouille et les emplois jeunes :** après avoir décidé en 2002 de ne pas reconduire les emplois-jeunes, qui avaient pourtant fait la preuve de leur intérêt, notamment dans l'éducation nationale, le gouvernement de droite va recruter 20 000 jeunes supplémentaires pour des emplois « vie scolaire ». Mais la copie est moins bonne que l'original : les jeunes embauchés le sont pour une durée de 6 à 24 mois ; les jeunes adultes retenus sont des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle sans qualification, ce qui n'est pas visiblement le meilleur profil pour occuper ces emplois d'encadrement d'autres jeunes... (*Le Monde*, 26 août).

**Réforme fiscale :** sous couvert de favoriser les classes moyennes, le gouvernement vient de décider pour 2007 une réforme fiscale qui avantagera surtout les plus hauts revenus. « Cinq tranches au lieu de sept, les taux d'imposition revus à la baisse, des réductions (inégalement) pour tous. Cela impressionne peut-être quelques-uns, mais, sans vouloir chipoter, que pèse un dégrèvement de 100, 200, voire 300 €, quand il faut en payer par ailleurs des milliers pour suppléer aux carences de l'Etat », commente Laurent Greilsamer (*Le Monde*, 20 septembre), qui illustre ce dernier point par l'exemple suivant : « dans la France d'avant, vous pouviez faire des études de médecine avec votre courage et votre intelligence en acquittant des frais d'inscription modestes à l'université. Aujourd'hui, vous n'avez quasiment aucune chance de franchir le cap de la première année sans suivre les cours d'un institut de préparation privé. Pour un semestre, cela vous reviendra entre 1000 et 1300 €. Idem pour réussir un concours comme celui de l'Ecole nationale de la magistrature. L'école de la République est devenue un bien étrange et coûteuse planète, qui sème des impôts masqués ».

**Budget des ménages :** selon une étude de l'INSEE, la part du budget que les ménages consacrent aux **transports** se situe à 14,9% en 2004 (à comparer à 12 % en 2000 et 9% en 1960). Avec 5140 € par an (dont 1146 € pour les carburants), elle constitue le poste de dépenses le plus élevé après le logement (8 440 €) et devant l'alimentation (4980 €). *Relire l'édition n° 3, de novembre 2003.* A elle seule, la voiture représente 83 % du budget transport des ménages, soit 4273 € par an. L'avion vient en deuxième position (220 € par an), devant les transports en car, bus et taxis (163 €) et le transport ferroviaire (145 €). (*Le Monde*, 13 septembre).

## Ile-de-France

**Logement :** « ce vendredi 2 septembre rue de la Tombe-Issoire, on expulsait. Sans Kärcher, mais manu militari. Des familles africaines avec enfant. Un jour de rentrée des classes. (...) Y avait-il une si grande urgence, un tel besoin de spectacle de la part du ministre de l'intérieur, pour que ces personnes soient ainsi **chassées sans ménagement**, au nom d'une sécurité dont on se préoccupait soudain, alors que certains occupaient les lieux depuis dix ans... Avait-on seulement pensé, avant pareilles incursions, à leur offrir un logement décent ? Les avait-on prévenus ? (...) On voudrait avoir des nouvelles de Noura, 7 ans, qui devait entrer en CE1. Les CRS l'ont expulsée de la rue de la Fraternité. « ils n'ont pas dit bonjour, ils ont fait comme s'ils allaient casser la porte », s'est étonnée la fillette. (*Eric Fottorino, Le Monde*, 6 septembre). *Faut-il rappeler que ce ministre de l'Intérieur fut longtemps maire de Neuilly, qui est l'une des communes de France qui compte la plus faible proportion de logements sociaux ?*

**Le logement ou les JO ?** « L'annonce que les JO ne se tiendront pas à Paris-Saint-Denis n'est pas une si mauvaise nouvelle puisque des dizaines d'hectares destinés à ce projet pharaonique sont désormais disponibles. Elle pourrait même devenir une excellente nouvelle pour les 350 000 mal-logés et sans logis en attente d'un logement social en Ile-de-France, si les collectivités locales et l'Etat, si rapides à dénoncer la crise du logement, décident de les affecter à la réalisation de logements sociaux (et du vrai !) ». (*Droit au logement (DAL), cité dans Politis, 14 juillet*).

---

## Agenda

|             |         |  |
|-------------|---------|--|
| 25 octobre  | 20 H 30 | Réunion du groupe de proximité Antony-Bourg-la-Reine- Chatenay-Malabry – Le Plessis-Robinson- salle Place des anciens combattants à Antony                                     |
| 8 novembre  | 20 H 30 | Réunion publique et conviviale organisée par le groupe de Montrouge<br>Thème : la politique agricole: nous aussi, citoyens, nous sommes concernés - 47 rue Fénelon à Montrouge |
| 23 novembre | 20 H 30 | Réunion du groupe de proximité Antony-Bourg-la-Reine- Chatenay-Malabry – Le Plessis-Robinson- salle Place des anciens combattants à Antony                                     |

---

**Angle d'Attac 103, Avenue Achille-Peretti – 92000 Neuilly**

Directeur de la publication : Michel Berger ([michel-berger@wanadoo.fr](mailto:michel-berger@wanadoo.fr))

Correspondants : Nathalie Levray ([nathalie.levray@wanadoo.fr](mailto:nathalie.levray@wanadoo.fr)) et Jean-Paul Allétru ([jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr))

Mise en page : Jean-Paul Allétru